



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant à compléter les conditions d'exploitation de
l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voirie exploitée par la société SAINT-
GOBAIN PAM Canalisation sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et
Blénod-lès-Pont-à-Mousson**

N° 2023-0844
AIOT n°006200539

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2010-341 du 6 décembre 2010 modifié, autorisant la société SAINT-GOBAIN PAM Canalisation à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de tuyaux et pièces de voirie située sur les territoires des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées e la DREAL Grand Est référencé LR/AN/MT/1759_2023 du 07 septembre 2023 suite à une visite d'inspection effectuée le 2 juin 2023 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 07 septembre 2023 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que lors de la visite d'inspection, ont été observées des émissions diffuses particulièrement importantes dans les bâtiments de la fonderie et indirectement dans l'atmosphère par le biais des ouvertures dans les toitures, au niveau de l'atelier de fonte ;

Considérant que lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection une campagne de surveillance environnementale atmosphérique comportant des valeurs non interprétées ;

Considérant que le retour d'expérience des visites d'inspection des activités de fonderie du Grand Est dans le cadre de l'action régionale de l'inspection de 2023 et que la version préliminaire du BREF SF (2ème version mai 2023) montrent la présence de COV Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (benzène, formaldéhyde) et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (phénol), HAP pour la coulée (CF) et que ces paramètres ne sont pas surveillés par l'établissement ;

Considérant que la connaissance des flux de polluants rejetés dans l'atmosphère permet de qualifier les risques sanitaires ;

Considérant par ailleurs que l'implantation des installations Saint-Gobain PAM Canalisation à Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson, en milieu urbain, constitue une raison supplémentaire pour que la vigilance soit maintenue sur les émissions de l'établissement, qu'elles soient canalisées ou diffuses ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société SAINT GOBAIN PAM, dont le siège social est situé 21 avenue Camille Cavallier à Pont-à-Mousson (54700), est autorisée, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2010-341 du 6 décembre 2010 complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à la même adresse, d'une fabrication de tuyaux et pièces de voirie en fonte ductile.

Article 2 : Surveillance des émissions atmosphériques

L'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral 200-341 du 6 décembre 2010 modifié est complété par les dispositions suivantes :

L'exploitant réalise sur 4 campagnes semestrielles de mesures, les mesures des polluants suivants sur les conduits des installations associées aux activités de coulée de fonte (CF) :

- COV substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (benzène, formaldéhyde) ;
- COV à substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (phénol) ;
- HAP.

Les résultats et leur interprétation sont intégrés au rapport annuel.

Article 3 : Valeur limite des émissions atmosphériques en flux

Pour chaque polluant ayant fait l'objet de concentrations limites l'exploitant propose à l'autorité administrative, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, des valeurs d'émissions en flux horaires et annuels issues de l'étude de risque sanitaire (ERS) pour chaque polluant et pour chaque conduit.

Article 4 : Rejets atmosphériques diffus de l'atelier fonderie

L'exploitant réalise et transmet une étude technico-économique (solutions techniques / coûts) ainsi que le calendrier de sa mise en œuvre (financement / travaux) pour canaliser les émissions atmosphériques provenant des fours de réchauffage, sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté;

Article 5 : Expression des résultats de la surveillance environnementale atmosphérique

L'article 13.2.1.8 de l'arrêté préfectoral 200-341 du 6 décembre 2010 modifié est complété par les dispositions suivantes :

La partie « surveillance environnementale atmosphérique » du rapport annuel reprend l'ensemble des informations nécessaires à sa compréhension à savoir :

- La présentation du site dans son contexte environnement
- Le positionnement des différents points de prélèvement,
- les protocoles de prélèvements et analyses utilisées associées à des normes si disponibles en précisant les différentes limites de quantification ;
- une comparaison des résultats de mesures :
 - par rapport aux valeurs réglementaires (si elles existent) et/ou aux valeurs guides disponibles pour le milieu considéré et/ou référentiels locaux ou nationaux
 - entre les points impactés et les points témoins au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne,
 - par rapport à l'état initial et aux différentes campagnes déjà réalisées (évolution historique) ;
- l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant qui se positionne explicitement au regard de l'activité du site ;
- en cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser les mesures), des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.

Au vu des résultats de mesure obtenus ou de l'évolution de l'activité de l'établissement, la surveillance environnementale atmosphérique peut être revue et renforcée à l'initiative de l'exploitant, de l'inspection des installations classées.

À ce titre, l'inspection des installations classées peut faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance environnementale atmosphérique telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.

Article 6 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Exécution et d'information

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société SAINT-GOBAIN PAM

et dont une copie sera adressée à :


- Monsieur le maire de la commune de Pont-à-Mousson
- Monsieur le maire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy le **05 OCT. 2023**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF